

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 17 mars 2015

Direction de la police et des affaires militaires

17 2014.RRGR.969 Motion 193-2014 Studer (Utzenstorf, sans étiquette) Prisons bernoises: les détenus font la loi

N° de l'intervention: 193-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 25.09.2014
Déposée par: Studer (Utzenstorf, sans étiquette) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 20.11.2014
N° d'ACE: 82/2015 du 28 janvier 2015
Direction: POM

Prisons bernoises: les détenus font la loi

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter les bases légales pour que les directions des prisons du canton de Berne puissent décider librement de la nécessité d'installer ou non un dispositif de surveillance vidéo au parloir.

Développement

Le chef de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement a interdit l'installation de caméras de surveillance dans le parloir des établissements pénitentiaires. Il laisse ainsi les détenus faire la loi et méconnaît les problèmes de personnel des prisons qui les empêchent de surveiller correctement les lieux. Il est dans ces conditions inadmissible qu'on interdise le recours à un dispositif si utile.

Les officiels qui doivent annoncer de mauvaises nouvelles aux détenus souhaitent être sous surveillance pour des raisons de sécurité.

Dans certaines prisons, les détenus sont originaires de plus de 40 pays différents. Quand ils ont des visites, il arrive parfois que plus de 60 personnes d'ethnies différentes se retrouvent au parloir. Sans caméra de surveillance, comment assurer des contrôles dignes de ce nom et garantir la sécurité ? Les trafiquants de drogue peuvent alors agir à leur guise pendant les visites.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif attache beaucoup d'importance à la sécurité du personnel au sein des établissements pénitentiaires du canton. La surveillance vidéo procure toutefois un faux sentiment de sécurité, et peut ainsi engendrer une baisse de l'attention prêtée par le personnel aux événements se déroulant dans la salle de visite, ce qui va à l'encontre des intérêts de ce dernier ainsi que des visites. Seul un personnel de sécurité bien formé, présent sur place, est en mesure de garantir la sécurité nécessaire et d'intervenir rapidement en cas de besoin.

En principe, les visites dans les établissements pénitentiaires du canton de Berne ne sont pas surveillées. La loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1) prévoit toutefois une exception à l'article 53, qui dispose que, dans des cas motivés, les visites peuvent être surveillées ouvertement. Deux critères doivent donc être remplis de manière cumulative: d'une part, il doit y avoir un motif (la sécurité de l'établissement est par exemple menacée) et, d'autre part, la surveillance doit impérativement être exercée de manière ouverte, ce qui signifie que les personnes concernées doivent en être averties à l'avance. D'autres cantons adoptent la même approche; en effet, ni l'établissement pénitentiaire de Lenzburg (canton d'Argovie) ni celui de Pöschwies (canton de Zurich) ne surveille ses visites au moyen de la surveillance vidéo.

Pour des raisons d'ordre ou de sécurité au sein de l'établissement, il est possible qu'une visite ne soit autorisée que si la personne concernée s'est soumise à une fouille. Cela permet de prévenir les tentatives d'introduction de drogues ou d'autres objets interdits dans les établissements. Ces fouilles font partie des mesures habituelles ordonnées dans le cadre de visites au sein des établissements pénitentiaires du canton de Berne.

Aujourd'hui déjà, la décision d'installer une caméra dans un établissement pénitentiaire ne peut être prise par une seule personne. Si la surveillance en temps réel d'un périmètre particulier est nécessaire, l'établissement concerné doit en informer la personne compétente des Services centraux de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE). Cette personne doit ensuite demander une autorisation à la Police cantonale, comme le prévoit l'article 51b de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), et soumettre la demande pour examen à l'autorité de surveillance chargée de la protection des données (art. 17a de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données, LCPD; RSB 152.04 en relation avec art. 7, al. 1, lit. d de l'ordonnance du 22 octobre 2008 sur la protection des données, OPD; RSB 152.040.1).

En ce qui concerne les établissements pénitentiaires, la Police cantonale vérifie si l'installation d'une caméra de surveillance respecte les dispositions de la LPol. Dans ce contexte, elle doit notamment vérifier si le périmètre donné présente un besoin de protection accru et requiert donc ce type de surveillance. Seules les caméras installées dans des locaux publics librement accessibles font l'objet d'une telle vérification. Ce n'est que lorsque les vérifications de la Police cantonale et de l'autorité de surveillance chargée de la protection des données montrent que les conditions prévues par la loi sont remplies qu'une caméra peut être installée au sein d'un établissement pénitentiaire.

L'objectif de la motion, en fin de compte, est que la compétence pour le dépôt de la demande auprès de la Police cantonale et de l'autorité de surveillance chargée de la protection des données soit transférée des Services centraux de l'OPLE – et donc de la direction de l'Office – à la direction de chaque établissement pénitentiaire. Aujourd'hui déjà, ce sont les directions des établissements qui engagent les démarches en vue d'une procédure de demande d'autorisation, qui est ensuite traitée et coordonnée de façon centralisée. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas judicieux que chaque établissement élabore séparément sa demande d'autorisation, car cela serait contraire à une pratique cantonale homogène et compliquerait inutilement les processus actuels, qui fonctionnent bien. Il parvient donc à la conclusion que l'adoption de la présente motion ne renforcerait pas la sécurité du personnel des établissements pénitentiaires.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous passons maintenant à l'affaire 17, motion de M. Studer, sans étiquette, Prisons bernoises: les détenus font la loi. M. Studer, vous avez la parole, mais doucement, je n'aimerais pas que vous tombiez en route et je vous souhaite un bon rétablissement. Les groupes peuvent s'annoncer après. En attendant que vous vous installiez, je vous annonce que nous avons de la visite. (*La présidente agite sa cloche.*) Le Bureau du Grand Conseil de la Thurgovie, conduit par Mme Wiesmann, présidente du Grand Conseil thurgovien, nous fait le plaisir de nous rendre visite aujourd'hui.

Liebe Kolleginnen und Kollegen aus dem Kanton Thurgau, meine sehr verehrten Damen und Herren, ich möchte Sie ganz herzlich im Kanton Bern begrüßen, speziell in unserem Berner Rathaus. Das Rathaus ist als Tagungsort nicht nur für den Grossen Rat, sondern auch für den Stadtrat bestimmt. Ich wünsche Ihnen einen schönen und interessanten Tag bei uns. Ich muss sagen, ich freue mich sehr, heute mit Ihnen unterwegs zu sein. Ich wünsche Sie bei uns herzlich willkommen! (*Applaudissements.*) M. Studer, vous vous êtes installé, alors c'est à vous.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette). Ich möchte zuerst meine Interessenbindung bekannt

geben. Ich bin Mitglied der Fachkommission Thorberg. Am 24. September 2014 entnehme ich der Tagespresse: «Erfolg für die Sträflinge.» Ich war natürlich daran interessiert, worum es hierbei ging. 18 Insassen haben sich mittels eines Briefs an die Anstaltsverantwortlichen gewendet. Sie haben vorgebracht, eine Kameraüberwachung in den Besuchsräumen während der Besuchszeiten sei nicht rechtens. Zu meinem Erstaunen hat der damalige Amtsvorsteher festgestellt, die gesetzlichen Grundlagen dazu seien nicht vorhanden. Er hat die Anstaltsleitung sofort angewiesen, die bestehenden Kameras samt Überwachungselektronik abzumontieren und ab sofort keine elektronische Überwachung in den Besucherräumen mehr vorzunehmen. Die Folge dieser Massnahme: Mehr Drogen und verbotene Gegenstände in den Anstalten. Bei Gruppenbesuchen ergab sich ein Mehrbedarf an Überwachungspersonal, was logischerweise kaum zu bewältigen war. Per E-Mail habe ich darauf den damaligen Amtsvorsteher kontaktiert. Ich habe ihn anhand diverser Gesetzesartikel zum Straf- und Massnahmenvollzug, der Verordnung über den Straf- und Massnahmenvollzug, des Polizeigesetzes und der Hausordnung darauf aufmerksam gemacht, dass das erlaubt wäre. Leider habe ich bis heute von ihm keine Antwort erhalten.

Der Straf- und Massnahmenvollzug kostet den Kanton Bern rund 100 Mio. Franken. Wir dürfen nicht noch zusätzlichen Personalaufwand generieren und «Verwaltungstiger» kreieren, bis man eine solche Bewilligung hat.

Nun zur Antwort der Regierung. Daran habe ich natürlich keine Freude. Es ist die Rede von der Personalsicherheit, und es wird ein «Bewilligungstiger» vorgeschlagen, den ich nicht akzeptieren kann. Bis so eine Bewilligung für eine Kameraüberwachung vorliegt, verstreichen mindestens sechs Wochen. Das ist nicht praxistauglich. Es geht nicht nur um das Anstaltspersonal, sondern auch um junge Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte, die zuweilen schlechte Nachrichten für Insassen überbringen müssen. In den Besuchsräumen sind sie mit den Sträflingen alleine. Sie haben vor dieser Situation, auch Angst, das kann ich Ihnen sagen. Bei Gruppenbesuchen sind beispielsweise auf dem Thorberg in der Kapelle bis zu 60 Personen anwesend. Wie wollen Sie eine solche Situation kontrollieren? Wer reklamiert lauthals, wenn in einer Anstalt etwas geschieht, das mit einer einfachen, unkomplizierten Überwachung hätte vermieden werden können?

Mein Vorstoss will einem Fachgremium der Anstalt, eben der Anstaltsleitung, die nötigen Kompetenzen übertragen, damit diese Möglichkeit situativ, rasch und vor allem unbürokratisch bei Bedarf eingesetzt werden kann. Wer, wenn nicht die Fachpersonen der Anstalt, die tagtäglich mit solchen Klienten zu tun haben und ihre Klientel auch bestens kennen, wäre besser geeignet, der Herausforderung gerecht zu werden? Ich halte selbstverständlich an meiner Motion fest und verlange, dass die gesetzlichen Grundlagen so angepasst werden, dass mein Begehren umgesetzt werden kann. Ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Die Freisinnigen sind an sich auch für mehr Sicherheit, Kontrolle und Schutz in den Gefängnissen. Diesbezüglich sind wir gleicher Meinung wie der Motionär. Der im Vorstoss aufgezeigte Weg ist für uns allerdings fraglich. Ich verweise auf die recht ausführliche Antwort der Regierung. Die bestehenden Gesetze oder «Papiertiger», wie sie vom Motionär genannt werden, müssen halt zurzeit beachtet werden. Ich habe mir sagen lassen, das Gesetz sei in Bearbeitung. Vielleicht kann man etwas ändern. Herr Studer beantragt eine Verschiebung der Kompetenz von der Amtsleitung auf eine Einzelperson gegen unten. Heute ist die ganze Sache im Sinne einer Vereinheitlichung zentral organisiert und koordiniert. Herr Studer hat das richtig gesagt. In der Regel ist ja eine einheitliche Praxis auch nicht unbedingt falsch. Offenbar dient es der Sicherheit des Personals nicht, wenn wir das System ändern.

Die Freisinnigen sagen aus zwei Gründen Nein zu diesem Vorstoss, auch wenn er gut gemeint ist. Die Motion ist recht operativ. Man greift in ein Spezialgebiet ein. Es ist immer gefährlich, wenn der Grosse Rat operativ tätig ist. Man sollte sich davor hüten, allzu stark in die Verästelungen der Verwaltung einzugreifen. Hinzu kommt, dass nun ausgerechnet eine Entscheidung einer Einzelperson verlangt wird. Das ist sonderbar. In der Regel wird verlangt, dass ein Gremium auf einer höheren Ebene entscheiden soll. Meist wird gesagt: «Es kann doch nicht sein, dass eine Person alleine so etwas entscheiden kann.» Und genau das tun wir jetzt wieder. Daher ist das Ganze für uns etwas widersprüchlich, auch wenn wir das Anliegen des Motionärs verstehen. Es ist sehr operativ und könnte einen Widerspruch darstellen. Daher bringt dieser Vorstoss für uns wenig. Wir bitten Sie, die Motion abzulehnen.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die Videoüberwachung ist nun einmal eine heikle Sache, auch wenn die überwachten Personen Gefängnisinsassen sind. Gefangene befinden sich im

Strafvollzug, weil sie eine Straftat begangen haben. Die Strafe ist der Freiheitsentzug. Damit soll verhindert werden, dass die Personen weitere Delikte begehen. Der Staat zeigt damit, dass es Konsequenzen hat, wenn man straffällig wird. Gleichzeitig behalten gewisse Grundrechte wie jenes der informationellen Selbstbestimmung nach Artikel 13 der Bundesverfassung auch für Gefangene weiterhin Gültigkeit. Es braucht also besondere Gründe, etwa ein besonderes Sicherheitsrisiko, damit eine Überwachung per Kamera zulässig ist. Auch hier muss man eine Güterabwägung vornehmen, indem man Sicherheit gegenüber Persönlichkeitsschutz abwägt. Dies erfordert ein Verfahren, das im Kanton Bern gut etabliert ist. Das Verfahren ist in Artikel 51b des Polizeigesetzes und im Kantonalen Datenschutzgesetz geregelt. Die für das öffentliche Gebäude zuständige Direktion holt bei der Kantonspolizei eine Zustimmung für die Videoüberwachung ein. Auch die Aufsichtsstelle für Datenschutz muss ihren Segen dazu abgeben. Dieses Vorgehen ist sinnvoll und zeigt, dass eine Videoüberwachung möglich ist, aber nur wenn sie wirklich benötigt wird. Präventivüberwachungen im Strafvollzug sind rechtlich heikel und bergen neue Gefahren. Wenn überwacht wird, ist man weniger aufmerksam. In denjenigen Winkeln, die der Kamera verschlossen bleiben, können sich weiterhin allerlei Dinge abspielen. Die grüne Fraktion erachtet die heutige Regelung als sinnvoll. Sie verhindert die präventive Überwachung. Damit verhindert sie eine Scheinsicherheit. Wir lehnen die Motion daher ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Der Motionär spricht von einem Kniefall vor den Gefangenen. Damit meint er, nicht das Personal, sondern die Kameras sollten die vollständige Überwachung übernehmen. Auch die glp ist natürlich der Meinung, dass wir das Personal effektiv einsetzen müssen. Das ist ganz wesentlich. Uns ist bewusst, dass die Strafanstalten knappe Ressourcen haben. Was der Motionär nun jedoch aussagt, ist eigentlich auch eine Unterstellung. Er behauptet also, man könne in den Besucherräumen frischfröhlich dealen. Ich glaube das nicht. Für die glp wäre das auf jeden Fall ein «No-go». Uns ist es selbstverständlich ein grosses Anliegen, dass die nötigen Überwachungen gemacht werden. Die Ausnahmen sind im Gesetz geregelt. Der Motionär verlangt ja lediglich eine Anpassung des Gesetzes, wonach die Anstaltsleitungen individuelle Massnahmen vollziehen können. Wir müssten wahrscheinlich das Gesetz so anpassen, dass man wenn schon die gesamte Überwachung neu regeln würde. Für die glp ist wichtig, dass wir eine einheitliche Regelung haben. Will man sie verschärfen, müsste man das Gesetz in diese Richtung ändern und nicht in die vorgeschlagene. Wir wollen nicht, dass jede Strafanstalt eigene Massstäbe setzt. Und wir wollen auch nicht, dass plötzlich die Willkür obsiegt. Die glp lehnt diese Motion daher einstimmig ab – beziehungsweise nahezu einstimmig.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Die EVP ist der Meinung, dass das bestehende Verfahren, wonach eine solche Kamera bewilligt werden kann, sinnvoll und zweckmässig ist. Daran möchten wir nichts ändern. Wir lehnen die Motion also ab. Persönlich hat mich an der Motion der Titel gestört. Ich finde es nicht gut, wenn man in einem Titel schreibt, die Gefangenen hätten im Kanton Bern das Sagen. Denn das ist eine Unterstellung, eine Art und Weise des Umgangs mit den Verantwortlichen in den Gremien, die mich stört. Das wollte ich an dieser Stelle gerne loswerden.

Walter Sutter, Langnau i. E. (UDC). Der Motionär verlangt, die gesetzlichen Grundlagen seien so anzupassen, dass die zuständigen Personen und Gremien von Gefängnissen im Kanton Bern über die Notwendigkeit von Überwachungskameras in Besucherräumen selbständig entscheiden können. Nicht mehr und nicht weniger. Diese Forderung ist doch nicht so abwegig. Überwachungskameras, dort wo es notwendig ist, erhöhen die Sicherheit in den Besucherräumen mit Bestimmtheit. Dass der Entscheid, ob die Kamera eingesetzt wird oder nicht, bei jeder einzelnen Vollzugsanstalt liegen sollte, ist absolut nachvollziehbar. Die jeweilige Gefängnisleitung kennt ihre Kundschaft bestimmt besser als irgendeine «Büroordonnanz» vom Amt für Freiheitsentzug und Betreuung, der Kantonspolizei oder der Datenaufsichtsstelle. Diese drei Amtsstellen müssen ja gemäss der heutigen Gesetzgebung durchlaufen werden, bis eine Kameraüberwachung überhaupt bewilligungsfähig ist. Dieser sehr zeitaufwändige Büroakt ist überhaupt nicht praxisbezogen. Alle rufen immer nach mehr Sicherheit. Mit der Annahme der Motion können wir versuchen, etwas zu verbessern. Für die SVP ist unerklärlich, warum sich der Regierungsrat gegen mehr Sicherheit und Transparenz in den Vollzugsanstalten sträubt. Kamera und gut geschultes Personal ergänzen und unterstützen einander bei Bedarf gut. Es ist ja auch nicht so, dass jede Person in den Räumen überwacht werden soll. Wenn aber wirklich Bedarf besteht, soll das doch unkompliziert möglich sein. Persönlich werde ich den Eindruck nicht los, dass man gar nicht so recht wissen will, was in

den Besucherräumen so abgeht – nach dem Motto: «Was ich nicht weiss macht mich nicht heiss.» Alle Inhaftierten sind aufgrund von mehr oder weniger groben Vergehen in den Vollzugsanstalten. Wir müssen uns also nicht entschuldigen oder schämen, wenn wir zusätzliche Überwachungsmittel einsetzen. Die SVP-Fraktion stimmt der Motion vorbehaltlos zu und bittet Sie alle, zugunsten der Sicherheit ein Gleiches zu tun.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich kann es kurz machen, denn ich habe bereits etliches gehört. Liest man den Titel der Motion, so könnte man gewisse Sympathien für den Vorstoss aufbringen. Wer wäre denn schon dafür, dass die Gefangenen selbst die Haft- und Besuchsmodalitäten in den Strafanstalten bestimmen, wie das der Titel der Motion glaubhaft machen will? Der Antwort des Regierungsrats, und in diesem Gremium hat ja auch der Polizeidirektor ein gewichtiges Wort mitzureden, kann man entnehmen, dass offensichtlich kein Bedürfnis für eine vermehrte Videoüberwachung besteht. Die gegenwärtigen gesetzlichen Grundlagen genügen. Wenn dem nicht so wäre, sähe die Antwort des Regierungsrats auf diese Motion anders aus. Die BDP-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab.

Peter Siegenthaler, Thoun (PS). Meine Fraktion ist in dieser Frage gespalten. Etwa die Hälfte wird den Vorstoss von Peter Studer unterstützen. Es gibt einige Enthaltungen, und der Rest wird sie ablehnen. Zuerst zum Titel der Motion. Wir hätten ihn auch nicht so gewählt, Markus Wenger. Denn in der Begründung wird die Behauptung «Sträflinge sagen, wo es langgeht in Gefängnissen im Kanton Bern» nicht aufgenommen. Hingegen mache ich doch eine leichte Nuance, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Mitarbeitende von Strafvollzugsanstalten haben ein schwieriges Geschäft zu erledigen. Der Umgang mit den Insassen und Insassinnen ist nicht immer der leichteste. Man muss sich offenbar einiges gefallen und sagen lassen. Wir sind mehrheitlich für die Motion, da wir zwischen Insassen, die möglichst wenig Videoüberwachung und Mitarbeitenden, die möglichst viel Videoüberwachung wollen, abgewogen haben. Wir haben uns mehrheitlich auf die Seite des Personals geschlagen und bitten Sie, das auch so zu tun.

Videoüberwachung umfasst immer auch einen nicht genau messbaren Anteil. Dieser kann nicht quantifiziert werden, er kann jedoch präventiv wirken. Ferner kann die Aufnahme beigezogen werden, um allfällig begangene Straftatbestände zu dokumentieren. Diese Punkte haben uns mehrheitlich dazu bewogen, dem Vorstoss zuzustimmen. Uns ist nicht ganz klar, welches die Ursache dafür war, dass der Vorsteher des Amts für Freiheitsentzug und Betreuung das Kameraüberwachungsverbot relativ handstreichartig ausgesprochen hat. Das vermissen wir in der Antwort des Regierungsrats. Vielleicht kann Herr Regierungsrat Käser dazu noch einige Ausführungen machen. Wir erhoffen uns davon keine Wunder, stimmen aber mehrheitlich zu.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Der EDU-Fraktion ist bewusst, dass die rechtlichen Grundlagen für die Videoüberwachung fehlen. Um die Kriminalität zu bekämpfen und um unseren Unmut über diese Situation zu bezeugen, stimmen wir der Motion zu.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich komme nicht auf den Titel der Motion, sondern auf deren Inhalt zurück. Der Motionär will nichts anderes, als die gesetzlichen Grundlagen so anzupassen, dass Anstaltsleitungen von Gefängnissen im Kanton Bern über die Notwendigkeit einer Kameraüberwachung im Besucherraum eigenständig entscheiden können. Und darum geht es: eigenständig. Was nützt es, wenn man zuerst während einem halben Jahr oder einem Jahr Gesuche stellen muss, bevor man überhaupt eine Bewilligung erhält? Vorredner Peter Siegenthaler hat es auf den Punkt gebracht. Wer sich in der letzten Zeit mit Gefängnissen befasst hat, ich denke beispielsweise an den Thorberg, hat möglicherweise gewisse Dinge etwas näher mitbekommen als die Allgemeinheit im Rat. Dazu gehört auch die Thorberg-Kommission. Wenn wir wüssten, an wie vielen Orten wir fichiert und gefilmt werden – wenn Sie an einen Bancomaten gehen, werden Sie gefilmt. Wenn Sie in ein Verkaufsgeschäft gehen, werden sie gefilmt. Da hat kein Mensch etwas dagegen. Leute, die eine Straftat begangen haben – und in den Gefängnissen gibt es wohl nur solche Leute, die abends dort bleiben müssen, nicht diejenigen, die arbeiten – haben offenbar einen Sonderstatus zugute. Diejenigen Leute, die tagtäglich mit den Gefangenen zu tun haben, können diese am besten einschätzen. Stellen Sie sich einmal vor, Sie müssten als Angestellter bei einem Besuch dabeisein, zuhören und diesen überwachen. Ich glaube, das ist nicht so lustig. Mit einer Kamera hätte man noch die Möglichkeit, etwas beizuziehen. Gesetzliche Grundlagen gibt es ja, auch vom Datenschutzgesetz und vom Polizeigesetz her. Wir müssen denjenigen das Instrument

zuspielen, welche die Verantwortung haben. Und das ist eben die Anstaltsleitung. Verehrte Anwesende, ich bitte Sie in eigenem Namen, der Motion zuzustimmen. Es handelt sich um ein Instrument, das angebracht und zeitgemäss ist.

La présidente. J'ai encore un intervenant à titre personnel, puis je clos la liste. M. Sancar des Verts, c'est à vous.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion verlangt, dass die Anstaltsleitungen von Gefängnissen eigenständig über Kameraüberwachung in den Besucherräumen entscheiden sollen. Der Regierungsrat zeigt Formen und Möglichkeiten der Installation von Kameraüberwachungen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, was der Motionär indes verlangt, ist fahrlässig. Wir leben in einem Rechtsstaat, und es darf nicht sein, dass ein Gefängnisdirektor über eine so wichtige und delicate Angelegenheit wie die Kameraüberwachung in den Besucherräumen von Gefängnissen selber entscheiden darf. Kameraüberwachungen sind schwere Eingriffe in die Persönlichkeitsrechte der Menschen. Für die Sicherheit ist die Kameraüberwachung wirkungslos. Es würde nicht nur das Prinzip der Gewaltentrennung in Frage stellen, sondern den Druck auf die Gefängnisdirektoren und -direktorinnen erhöhen, die in einem ohnehin schon schwierigen Berufsfeld sind. Der Vorstoss sollte, wie der Regierungsrat empfiehlt, abgelehnt werden.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Danke für die Diskussion. Es geht um den Straf- und Massnahmenvollzug, der im SMVG geregelt ist. Dieses Gesetz wird einer Revision unterzogen, welche hier auch behandelt werden wird. Der Motionär hat sein Anliegen mit der imperativen Formulierung «ich verlange...» versehen. Das Parlament wird schlussendlich bestimmen, was ins Gesetz aufgenommen wird. Die Videoüberwachung basiert auf einer gesetzlichen Grundlage, welche im Polizeigesetz festgehalten ist. So hat es dieser Rat beschlossen. Dann gibt es die Datenschutzrichtlinien, die ebenfalls auf einer demokratisch abgestützten gesetzlichen Grundlage basieren. Wir sind sehr wohl bereit, solche Anliegen aufzunehmen. Doch ich halte folgendes fest: Wenn in einer Strafanstalt ein Bedürfnis geortet wird, welches die Sicherheit betrifft, dann wird dies bei einem Führungsgespräch zwischen dem betreffenden Amtsvorsteher und mir besprochen. Manchmal nimmt auch der Direktor der betreffenden Anstalt an solchen Gesprächen teil. Dann entscheiden wir, wie es weitergehen soll. Diese Führungsgespräche finden alle 14 Tage statt. Es ist ein Irrtum, zu glauben, wir würden Zeit verlieren.

Ich habe ein wenig geschmunzelt, als Grossrat Ruchti behauptete, wer sich in letzter Zeit mit den Gefängnissen befasst habe, wisse mehr. Ich stelle in aller Sachlichkeit fest, dass auf dem Thorberg kein Häftling entwichen ist, und dass auch keine Meuterei und kein Aufstand der Mitarbeitenden stattgefunden hat. Wir haben dem Direktor gekündigt. Dies sind die Fakten. Eine gewisse Sachlichkeit bei der Auseinandersetzung mit der Thematik wäre für mich wünschenswert. Ich habe mich wirklich über den reisserischen Titel dieses Vorstosses gewundert. Es ist keineswegs so, dass im Kanton Bern die Häftlinge sagen, wo es langgeht. Dies sagen immer noch das Gesetz und die Personen, die vor Ort verantwortlich sind. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Herr Regierungsrat Käser hat mich direkt angesprochen, und ich möchte darauf antworten. Wenn ich im Besitz von E-Mails oder Briefen von Leuten bin, die in Strafanstalten arbeiten und sich direkt oder indirekt beklagen, dass gewisse Dinge verbessert werden können, so habe ich auch das Recht, das hier preiszugeben.

Peter Studer, Utzenstorf (sans étiquette). Herr Regierungsrat, eines wollen wir klarstellen: Der Vorstoss hat mit der Situation Thorberg, Caccivio, null und nichts zu tun. Ich bin seit bald 11 Jahren Mitglied der Fachkommission. Ich habe eine gewisse Erfahrung, was dort abgeht. Selbstverständlich habe ich auch Kontakt mit anderen Gefängnissen, mit anderen Gefängnisdirektoren. Das ist nicht ein isoliertes Problem des Thorbergs. Darum habe ich eine offene Formulierung gewünscht.

Zu den einzelnen Voten. Herr Klopfenstein, Zentralisierung. Sie müssen situativ reagieren können. Waren Sie schon einmal dabei, wenn eine junge Rechtsanwältin oder ein junger Rechtsanwalt kommt und einem Gefangenen mitzuteilen hat, dass er noch fünf Jahre länger absitzen muss? Sie sind in den Besucherräumen alleine. Und da soll man nicht einmal eine Kameraüberwachung einführen dürfen? Das ist nicht durchführbar. Daher, Frau Machado: Die jetzige Bewilligungsregel

greift nicht. Das dauert viel zu lange. Manchmal dauert das mehr als sechs Wochen. Es geht nicht nur darum, wie lange es dauert. Auch wenn Sie alle 14 Tage eine Sitzung abhalten, reicht das nicht. Wenn jemand auf den Thorberg geht und eine schlechte Nachricht mitteilen muss, müssen Sie situativ reagieren können. Man kann mir vorwerfen, das sei ein reisserischer Titel. Das ist halt heute ein wenig so – der Titel stammt nicht von mir. Schauen Sie sich die «Berner Zeitung» vom 24. September 2014 an. Dann sehen Sie, woher der Titel stammt. Man müsste darauf zurückgreifen, was seinerzeit im Amt geschehen ist. Peter Siegenthaler hat mir aus dem Herzen gesprochen. Es handelt sich hier nämlich nicht um parteipolitisches Geplänkel. Du hast das Problem erkannt, das existiert, du hast gespürt, worum es an und für sich geht. Wir müssen nicht nur vom Schutz des Täters sprechen, Herr Sancar, sondern auch vom Schutz der Anstaltsangestellten. Von jenen, die eben solche Nachrichten überbringen müssen. Haben denn diese kein Recht, geschützt zu sein? Das ist der Grund für die offene Formulierung. Angesprochen sind die Anstaltsleitungen. Das ist nie eine Einzelperson, Christoph Grimm.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich habe gesagt, dass eine Revision des Straf- und Massnahmenvollzugsgesetzes in Vorbereitung ist. Trotzdem lehnt der Regierungsrat die vorliegende Motion ab, denn die beantragte Form ist nicht der einzige Weg, wie ein solches Anliegen im Gesetz abgebildet werden kann. Es müssen verschiedene Varianten vorliegen und in der Kommission vordiskutiert werden. So kann man feststellen, welche Variante mehrheitsfähig ist. Mit dem Anliegen an sich, eine Optimierung zu erreichen, bin ich grundsätzlich einverstanden, und es entspricht auch der Haltung der POM. Deshalb habe ich dargelegt, dass wir das Anliegen aufnehmen möchten.

Fritz Ruchti, es geht mir nicht darum, dich persönlich anzugreifen. Ich bin froh, dass du in deinem zweiten Votum gesagt hast, in welchem Rahmen du über Informationen verfügst. Es wäre noch besser, wenn diese Informationen zu mir kämen, anstatt hier mündlich erwähnt zu werden. Ich habe die Erfahrung gemacht, dass es dank E-Mails auch Amtsgeheimnisverletzungen gibt, weil es so einfach ist, eine Mail zu verschicken. Die Sache ist also nicht ganz unproblematisch.

La présidente. Nous passons donc au vote sur cette motion de M. Studer, Prisons bernoises: les détenus font la loi. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 59

Non 84

Abstentions 8

La présidente. Vous avez refusé cette motion.